



### RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF

PAYS: Congo

TYPE DE RAPPORT : SEMESTRIEL, ANNUEL OU FINAL : ANNEE DE RAPPORT: 2018-2020

	Titre du projet : Consolidation de la Paix e	et démarrage du DDR dans le Pool en République du Congo
	Numéro Projet / MPTF Gateway: PBF	/IRF-243 COG10 00109522/00108859
	Si le financement passe par un Fonds	Type et nom d'agence récipiendaire :
	Fiduciaire ("Trust fund"):	a agence recipientane.
	Fonds fiduciaire pays	UNDP: (Agence coordonnatrice)
	Fonds fiduciaire régional	UNFPA:
	□ IRF	UNHCR:
	Nom du fonds fiduciaire :	
	Date du premier transfert de fonds : Ma	ai 2018
	Date de fin de projet : Octobre 2018(Ave	ec deux extensions Mai 2020 et Juillet 2020)
	Le projet est-il dans ces six derniers mo	is de mise en œuvre? Oui
	Est-ce que le projet fait part d'une des f	fenêtres prioritaires spécifiques du PBF :
	Initiative de promotion du genre	
	Initiative de promotion de la jeunesse	
	Transition entre différentes configurati	ons de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)
	Projet transfrontalier ou régional	( g. serve de la mission de maintien de la paix)
	Budget PBF total approuvé (par agence	récipiendaire):
		Budget
	PNUD: \$	2 242 488,59
		334 591,14
	UNHCR: \$	302 968,99
	Total:	5 2 880 048,72
	Taux de mise en œuvre approximatif comm	ne pourcentage du budget total du projet : 100%
	*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PRO	JET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES
	ACTUELLES*	DELETTORINITTIVES
	Budgetisation sensible au genre :	
	Indiquez le montant (\$) du budget dans le c	document de projet alloué aux activités dédiées à l'égalité
140	des sexes ou à l'autonomisation des femme	es: 500 000 \$
	Indiquez le montant (\$) du budget dépensé	jusqu'à maintenant pour les activités dédiées à l'égalité des
	sexes ou à l'autonomisation des femmes :	577 000 \$ (115% du budget prévu)
	Marquer de genre du projet : Gender m	arker 2
	Marquer de risque du projet : Level 1	
	Domaine de priorité de l'intervention PE	BF (« PBF focus area »): 2.1
	Sélectionner le domaine de priorité de l'i	intervention (« focus area ») du PBF résumant au mieux
	l'objet du projet (choisir un domaine seu	ilement): _2.1



Le cas échéant, le résultat de l'UNDAF auquel le projet contribue : Effet 1 : D'ici 2024, les populations bénéficient d'un système de gouvernance amélioré au plan institutionnel, démocratique, des droits humains, administratif et économique pour un développement inclusif et participatif, la consolidation de la paix et de l'effort humanitaire.

Le cas échéant, Objectif de Développement Durable auquel le projet contribue : ODD10 (Réduire les inégalités) et ODD16 (Paix, Justice et Institutions efficaces)

Le cas échéant, **Objectif National Stratégique** auquel le projet contribue : Pilier I du **PND** (2018 -22) Gouvernance

Préparation du rapport :

Rapport préparé par : Mohamed El Mehdi AG RHISSA, CTP Projet

Rapport approuvé par : Maleye Diop, RR du PNUD

Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport : Oui le PDA (Peace and Development Adviser) et le

Chefs d'Agence (UNFPA et UNHCR)

### **NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:**

- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général co

- Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.

Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou concept.

 Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.

### Partie 1 : Progrès global du projet

Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 1500 caractères) :

Les activités planifiées durant la durée du projet sont réalisées. Les concertations locales et la gestion des conflits à travers les Comités de dialogue mis en place Durant les Plateformes de réconciliation organisées, dans chaque entité administrative et/ou territoriale, les initiatives de réinsertion financées (HIMO et AGR), les renforcements respectifs coordonnés des capacités du Conseil National de dialogue, ainsi que des acteurs du projet sur l'approche de 3X6 de la Réintégration et la GAR et les bons offices des parties prenantes (SRSG/UNOCA, Commission Adhoc de suivi des accords, Coordination du SNU, Coordination du projet) ont contribué au renforcement de la décrispation de l'environnement socio-politique et sécuritaire, exprimée aujourd'hui à travers la totale libre circulation des personnes et des biens. Le renforcement continu des capacités de la force publique, la prise en charge des VBG, à travers des psychologues et des sages-femmes au niveau local, ainsi que le renforcement de l'état civil pour minimiser les risques d'apatridie, sont des actions appréciées des communautés comme étant un témoignage éloquent de contribution à la promotion des Droits Humains. Toutes ces actions qui participent de la poursuite du dialogue intracommunautaire (cohésion et cohabitation pacifique), ainsi que de l'amélioration des moyens d'existence et de subsistance des communautés (infrastructures, Activités Génératrices de revenu), restent de nos jours un socle acquis à la consolidation de la paix, catalyseur aux interventions des autres partenaires, un des gages de l'épanouissement visible des populations du Pool. L'implication des ex-combattants dans toutes les étapes du projet, de façon individuelle et/ou collective, ou à travers les Comités locaux de dialogue, ainsi qu'à travers leurs



leaders, a favorisé l'émergence en eux d'une capacité 'd'ambassadeurs de la paix ». La participation à tous les niveaux des autorités, de la société civile, et l'implication des femmes et des jeunes dénotent de la volonté des agences à favoriser l'appropriation nationale

Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères):

Le projet qui clôture le 21 juillet 2020, a :

- 1. Créé toutes les conditions pour la Mobilisation imminente des ressources de la contrepartie nationale en vue du démarrage du DDR dont le Prodoc a été signé entre le Gouvernement et le PNUD pour un montant de 16, 6 Millions de dollars (4 millions par le Gouvernement)
- 2. Permis au PNUD de mobiliser des ressources à hauteur de 545 454 USD pour consolider les acquis à travers le renforcement de de la cohésion sociale impliquant les jeunes à risque et les femmes vulnérables
- 3. Préparer le Conseil national de dialogue à poursuivre ses concertations en vue d'un aboutissement heureux sur un dialogue national avant les élections prochaines de 2021
- 4. Mettre à la disposition des acteurs un film institutionnel sur le projet en vue de la mobilisation prochaine des ressources

### POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :

Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n'est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l'objectif principal du projet. (Limite de 1500 caractères):

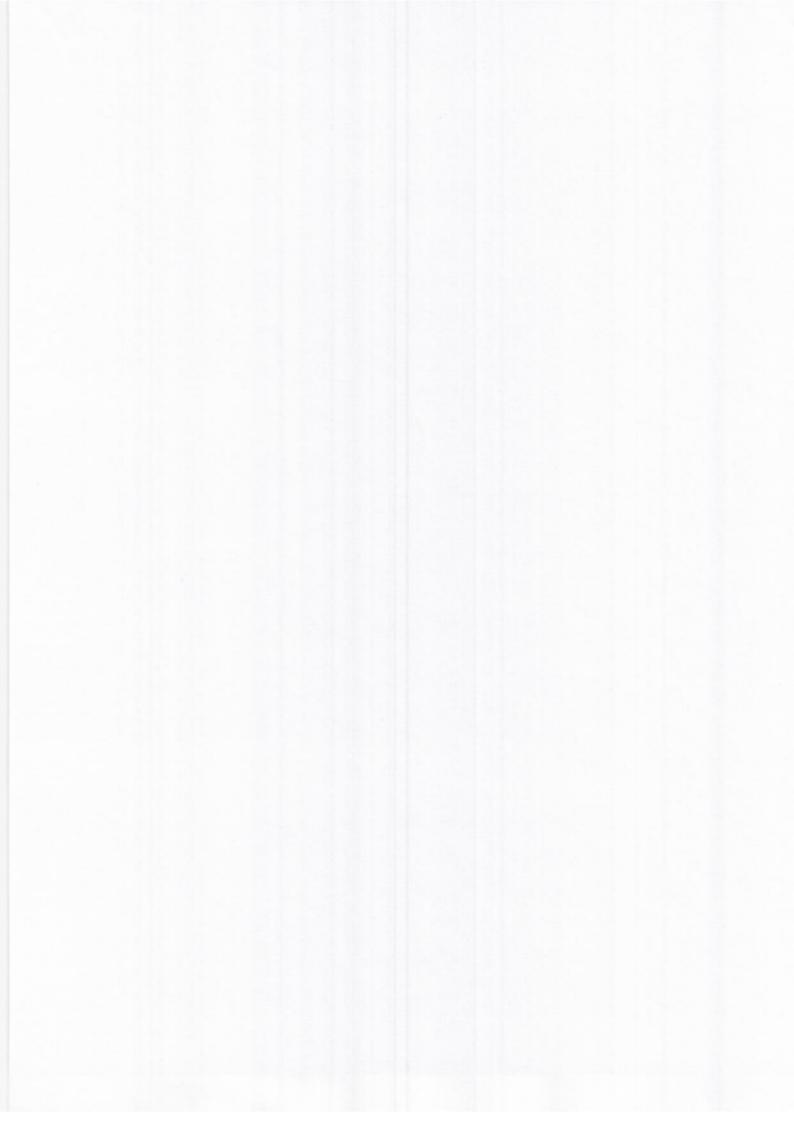
Les derniers conflits gérés durant la période du confinement (Covid-19) par les comités de dialogue de Mayama, Kindamba et Mindouli, ont empêché de basculer dans les tensions et maintenir l'environnement de la libre circulation des personnes et des biens.

L'environnement sécuritaire impulsée à travers les actions du projet, a créé les conditions favorables à la libre circulation des sensibilisateurs du Covid-19. Grâce à la maternité (20 salles) construite par le projet, le district sanitaire de Kindamba a été retenu par le Gouvernement comme relais accueil des malades covid-19 de la Zone.

Le renforcement des activités Génératrice de Revenu mixtes (ex-combattants/membres de la communautés) de réinsertion durant le 2ème trimestre 2020 a contribué au maintien de la cohabitation pacifique. Les appuis catalytiques collectifs à certains ex-combattants dans la communauté, ont renforcé leur resocialisation et participé à la consolidation de la cohésion sociale.

C'est toutes ces dispositions qui ont conduit les leaders des ex-combattants à annoncer qu'ils restent « attentifs » à l'appel du SG des NU quant au maintien du cessez-le-feu.

Le maintien des psychologues/des sages-femmes pour la prise en charge des violences faites aux femmes, pendant le Covid-19, le renforcement de l'état civil pour minimiser les risques d'apatridie et le monitoring de la protection, ont été des actions perceptibles au niveau des





acteurs et des communautés comme ayant beaucoup contribué à la consolidation de la paix et à la promotion des Droits Humains.

La sensibilisation de la Force publique, déployée pour faire respecter les mesures barrières du Covid-19, a renforcé la confiance.

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (Limite de 2000 caractères):

"Les plateformes de dialogue, organisées avec l'appui du PNUD, ont balisé le terrain, le Pool devient accessible à tous" déclarait le Ministre Euloge Landry Kolelas. Haut-Commissaire à la Réinsertion des Ex-combattants. Monseigneur Portella, evêque de Kinkala disait "ce dialogue a exigé de la part des participants un esprit d'ouverture, de respect et d'écoute réciproques, de volonté de discerner et de retenir, de façon positive, il continue son bout de chemin vers la promotion du vivre ensemble". Le Préfet, déclare «nous remercions le HCR pour le matériel qui facilitera la redynamisation de l'Etat civil permettant aux administrés d'avoir des actes de naissance". Parlant de la prise en charge des VSBG, avec l'appui de l'UNFPA, une commerçante disait"maintenant que c'est gratuit et confidentiel de se confier sur nos intimités, je ne tarderais plus de la conduite à tenir". "Puisque nous avons maintenant des cadres de concertations auxquels nous confier et que nos militaires marchent sans armes, nous nous sentons confiantes" dixit Chimèle leader des femmes. "Quel bonheur, la plus grande maternité du pays, de l'eau potable à l'hôpital et pour la population de Kindamba!" déclarait le chef du quartier central. "Avec ce moulin, nous paierons la scolarité de nos enfants" dixit la présidente de l'association des femmes autochtones (Pygmée) de Kindamba. "avec la paix et les outils, nous allons nous nourrir dans la dignité" déclaraient Kodia et Bénoit, ex-combattants. "La consolidation de la paix passe aussi par le désir de sauvegarder tes réalisations économiques" dixit Gislain leader ex-combattant.

La plupart des ex-combattants et des leaders communautaires déclarent que "c'est la 1ère fois depuis des décennies, de voir des actes concrets de cohabitation pacifique"

### Partie II: Progrès par Résultat du projet

Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin : janvier-juin ; pour les rapports de novembre : janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.

• "On track" – il s'agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel;

"On track with peacebuilding results" - fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.

Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d'Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.





### Résultat 1 : Un dialogue inclusif entamé

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat : Off track (Achieved)

Résumé de progrès : (Limite de 3000 caractères)

Les réunions mensuelles du Comité Technique et les concertations périodiques avec les agences récipiendaires et entre les chefs desdites agences, contribuent aux analyses contextuelles de l'environnement d'évolution du projet, ainsi qu'au suivi et orientations des activités planifiées. Les bons offices du SNU(SRSG/UNCT) et par personnes interposées avec le Pasteur Ntumi ont beaucoup aidé à la décrispation de la situation sécuritaire. L'opérationnalisation des 15 comités de dialogue (13 districts et 2 communes), mis en place par les plateformes de réconciliation, avec la participation (1500 Personnes dont 40% de femmes et 8% ex-combattantes et 60% hommes et 22% d'ex-combattants), des autorités préfectorales, du conseil départemental, des Forces de sécurité, des leaders communautaires, des ex-combattants, des sages, des confessions religieuses et des OSCs (femmes-jeunes), participent du renforcement de la cohésion sociale, à travers les débats et les réponses concrètes aux recommandations qui en sont découlées, et confirmées par la plateforme départementale synthèse, notamment: i) l'allègement progressif du dispositif militaire vers les casernes initiales et le redéploiement de la police et de la gendarmerie, les communautés estimant que la position de l'armée n'inspire pas confiance, les ex-combattants étant désarmés; ii) l'amélioration des moyens d'existence et de subsistance des communautés, à travers un appui consistant au Relèvement communautaire; iii) la clarification du Statut du Pasteur Ntumi (sa sortie/Intégration avec ses cadres, reste une unanimité pour le retour de la confiance); iv) le démarrage sans condition du DDR (les avis concourent sur la place de la réintégration dans la stabilisation), origine du leitmotive "attentistes" toujours brandi par chez les ex-combattants ; v) l'organisation du dialogue national, "espoir" d'un horizon apaisé vers les élections 2021, ainsi que de la résorption du « syndrome électoral » perceptible sur le terrain.

Ces Comités, formés, opérationnels, à la disposition des sous-préfets/ maires pour la poursuite du dialogue intracommunautaire, ont déjà géré une vingtaine de conflits.

Les capacités techniques et matérielles du Conseil National du Dialogue (CND) ont été renforcées pour lui permettre de poursuivre ses concertations de rapprochement des acteurs, en vue de déboucher sur le dialogue national. 100 journalistes et professionnels des médias, formés sur les droits de l'enfant et de la femme, ainsi que sur la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies, traitant de la participation de la femme à toutes les phases de la consolidation de la paix (dont 20% femmes) et sur les reportages en post-crise. Il faut noter aussi le renforcement des capacités des radios locales de Mindouli et Kinkala (formation de 5 journalistes et animateurs, et dotation en équipements). 40 leaders communautaires et d'ex-combattant (12% femmes), identifiés comme "ambassadeurs de la paix".

Les échanges Communautés/Psychologues/Sages-femmes, mettent en confiance les victimes. Une dizaine d'activités socio-culturelles et sportives pour la promotion de la cohésion sociale, organisées. Les aspects catalytiques du projet ont drainé plus de 70 millions USD pour le relèvement (Japon, CERF, USAID, CRS, PAM, FAO, Chine, etc.).



Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat : (Limite de 1000 caractères)

Les plateformes de dialogue et de réconciliation organisées à travers l'appui du projet, ont mis en place 15 comités de dialogue dans les 13 districts et les 02 communes de plein exercice (29% de Femmes), avec 50% de jeunes qui se considèrent comme "ambassadeurs de la paix".

Le projet a permis la formation de 120 membres d'ONGs dont 20% de femmes et 55% de jeunes, sur la gestion des Projets, sensible aux conflits.

1500 participants aux plateformes (40% de Femmes) et 70% de moins de 30 ans, se sont engagés pour renforcer les acquis de la cohésion sociale. 4000 personnes sensibilisées (55% de Femmes et 60% des jeunes), pour la consolidation de la paix.

100 professionnels des médias (30% de femmes et 65% de moins de 30 ans), formés sur la déontologie journalistique et la couverture médiatique en post-crise

### Résultat 2: Un processus DDR entamé, selon les normes internationales

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat : Off track (Achieved)

Résumé de progrès : (Limite de 3000 caractères)

Tous les documents nécessaires à l'exécution d'un Programme DDR, suivant les normes internationales ont été mis à disposition par l'expertise du projet et approuvés et signés du Ministre HCREC, notamment :

- La note de politique Générale DDR (Définition des concepts, critères d'éligibilité, modes opératoires des phases du DDR, communication, etc.)
- Les fiches support des différentes composantes du DDR (Désarmement, Identification, cartes de démobilisés, Profil socio-économique, suivi de l'excombattant, fiche de microprojet/compte d'exploitation prévisionnelle, parcours de l'ex-combattants
- Le plaidoyer engagé pour la disponibilisation des listes des ex-combattants en vue de finaliser la base des données, a permis au HCREC d'identifier sa vraie cible pour la poursuite du programme DDR.
- Le "Ramassage des armes" accompagné pour une collecte de plus de 8 000 armes
- Une base de données pour 5665 ex-combattants désarmés et profilés, toilettée
- La cartographies des beneficiaries, finalize
- Une étude des opportunités de réintégration, réalisée

En réponse aux recommandations des dialogues, et pour démarrer la réinsertion communautaire pour renforcer la cohabitation pacifique, le projet a financé :

• Des activités à Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO) à travers la réhabilitation d'infrastructures (03 pistes rurales, 06 pompes à eau, 01 centre



de santé et une maternité), en vue d'un gain de revenus rapides pour 600 bénéficiaires (40% ex-combattants et 60% membres des communautés dont 30% femmes, dont 60% ont moins de 30 ans).

Autour des infrastructures de santé, le projet (PNUD, UNFPA et UNHCR), a mobilisé en synergie l'UNICEF (pour le forage d'eau) et l'OMS (pour les médicaments essentiels)

- 25 micro-projets de réintégration Communautaire (ex-combattants + communautés), pour 500 bénéficiaires (50% Ex-combattants dont 50% femmes).
- 05 initiatives d'associations féminines (100 bénéficiaires) pour l'octroi des moulins financées, répondant à la synergie avec le PAM, engagée pour l'approvisionnement des cantines scolaires en nourriture
- 08 groupements mixtes et individualités (306 personnes dont 20% femmes), ont été identifiés, sensibilisés et dotés en matériel agricole et de soudure (06 kits par groupement) et d'équipements de construction d'abris (tôles et planches)

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat : (Limite de 1000 caractères)

L'appui du projet au "ramassage des armes" a permis de profiler 5665 ex-combattants (12% de Femmes), avec 80% de moins de 30 ans, ayant ainsi minimiser la population des jeunes à risque.

80 acteurs de la réintégration socio-économique (30% de femmes et 50% de jeunes), formés à travers 06 Modules sur l'approche 3x6 de la réintégration avec (les 06 étapes des 03 phases de la réintégration). Formation aussi sur la GAR de 100 participants (32% de femmes, 55% de moins de 30 ans). 20 ONG partenaires identifiées (dont 05 de Femmes) pour 5 secteurs (agriculture, élevage, services, commerce, transport), en vue d'accompagner le processus de consolidation de la paix avec tous les acteurs intervenant dans le Pool.

11 activités à Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO) à travers la réhabilitation d'infrastructures (03 pistes rurales, 06 pompes à eau, 01 centre de santé et une maternité), en vue d'un gain de revenus rapides pour 600 bénéficiaires (40% ex-combattants et 60% membres des communautés dont 30% femmes, dont 60% ont moins de 30 ans).

38 microprojets d'activités génératrices de revenu (AGR) ont bénéficié à 800 personnes dont 55% de femmes et 50% de jeunes.

<u>Résultat 3</u>: Le respect des Droits Humains, promu envers les acteurs étatiques et nonétatiques pour la réconciliation et la prévention des conflits

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat : Off track (Achieved)

Résumé de progrès : (Limite de 3000 caractères)



Ce produit est spécifiquement exécuté par les deux agences de protection (UNFPA et UNHCR), à travers des points focaux, coordonnés par l'équipe du projet qui relève du PNUD.

Après des missions d'évaluation des zones de retour du Pool :

- Formation de 540 agents de la Force Publique, magistrats/auxiliaires et de la société civile sur la promotion des droits humains.
- 18 groupements communautaires locaux ont été identifiés comme victimes du conflit, bénéficiaires potentiels des microprojets PBF
- Un répertoire des dommages subis par les établissements publics, l'habitat et les moyens de subsistance dans les 08 districts touchés par la crise, réalisé
- 2 000 registres d'actes de naissance et autres équipements de bureau (ordinateurs, armoires, matériel et fournitures) distribués aux services de l'état civil du Pool et 50 agents de l'état civil, sensibilisés et formés sur le système d'état civil ainsi que les risques d'apatridie dans le département
- 8 consultants recrutés et déployés (4 psychologues et 4 sages- femmes) dans quatre districts en vue de la prise en charge des VBG
- 20 émissions radiophoniques produites par 20 jeunes (10 de Kinkala et 10 de Mindouli) sur la cohésion sociale, la lutte contre les violences notamment les VBG, la prévention du VIH, la planification familiale et l'importance de l'école, appuyées

Toutes ces initiatives permettent de renforcer la cohésion sociale et mitigent partiellement les défis liés aux revendications "attentistes" des ex-combattants, dans l'espoir du démarrage du

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat : (Limite de 1000 caractères)

08 consultants (04 psychologues et 04 sages-femmes) recrutés pour la prise en charge des victimes du conflit en particulier pour accompagner les violences faites aux femmes (conjugales, VBG, VSBG).

Une vingtaine de jeunes recrutés (30% de femmes) pour la production d'émissions radiophoniques sur les aspects sensibles aux conflits (Cohésion sociale, violences communautaires, Prévention des maladies nées du conflit, etc.)

50 agents de l'état civil (20% de femmes et 50% de jeunes), sensibilisés et formés sur le système d'état civil ainsi que les risques d'apatridie dans le département du Pool.

Un groupement de 20 femmes autochtones (pygmée), a bénéficié de moulins et formé pour la gestion de l'activité





La formation sur la promotion du respect des Droits Humains de 540 agents de la force publique (Policiers, gendarmes), de la magistrature et de la société civil, dont 20 % de femmes a beaucoup contribué à la diminution des violations et des abus des droit humains.

La construction de deux maternités à Kindamba (20 salles) et Loukouo (5 salles) avec déjà 80 interventions médicales, renforce la lutte contre les inégalités, encore que celle de Kindamba ait été retenue comme relais pour accueillir les malades du Covid-19.

### Partie III: Questions transversales

<u>Suivi</u>: Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères)

Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence ? Oui

Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires ? **OUI** 

Conformément au plan de M&E élaboré dès le démarrage du projet, l'équipe du projet en étroite collaboration avec les agents du HCREC, de la CAMP, des services techniques départementaux, des points focaux des 7 ministères membres du comité de coordination (Comité Technique du Projet), organisent régulièrement des missions de suivi des activités initiées en réalisant des entretiens avec les bénéficiaires, les autorités locales et les acteurs locaux. Chaque mission de suivi, est sanctionnée par un rapport de mission, faisant ressortir l'état d'avancement des activités de terrain, les contraintes et les mesures correctives à prendre. Des réunions périodiques de taskforce (Agences, HCREC, CAMP. Ministères Clés), débattent l'état d'avancement du projet et des orientations éventuelles à présenter comité du Coordination(Comité Technique). En plus du suivi périodique des activités, une visite à mi-parcours a été réalisée avec le point focal du Congo au PBSO, sanctionnée par un rapport attestant des résultats probants du projet.

Une évaluation de l'état d'avancement du projet et du résultat de la plupart des activités phares, notamment celles liées au dialogue et aux activités de réhabilitation, se fait périodiquement durant la réunion de coordination (Comité Technique). Un dernier suivi-évaluation a été réalisée avec la participation de toutes les parties



	prenantes pendant le confinement dégressif en juin 20 (ci-
	dessous) le lien du rapport)
Evaluation: Est-ce qu'un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport?	Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire): 12 000 USD  Si le projet se termine dans les 6 prochains mois décrire les
Our	préparatifs pour l'évaluation (Limite de 1500 caractères):  Trois mois avant la clôture du projet (Février 2020), l'équipe du projet a élaboré des TDRs classiques pour l'évaluation externe finale, transmis à toutes les parties prenantes (y compris le PBSO), pour inputs. Malheureusement, le temps de revoir ces TDRs, a coïncidé avec l'état d'urgence sanitaire lié au Covid-19. Ainsi les TDRs ont été revus pour être adaptés à la nouvelle donne, en y ajoutant tous les modes de communication possibles à alterner avec les visites de terrain quand elles sont réalisables. Après publication sur le site web du PNUD, le consultant a finalement été recruté en fin juin et présenté à toutes les parties prenantes. Les résultats de l'évaluation ont été présentés le 21 juillet 20 à la réunion de clôture du Comité technique du Projet(pilotage). Ces résultats ayant été satisfaisants du point de vue pertinence, efficience, efficacité, durabilité ont été entérinés par toutes prenantes du projet.



Effets catalytiques (financiers): Indiquez le nom de l'agent de	Nom de donnateur	Montant
financement et le montant du soutien	Nom de domateur	T. A. C. HWILL
financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet.	CERF	9 413 919
	FAO	500 000
Il faut noter que le projet clôturant en mai 2020, tous les fonds ont été engagés pour fin Avril 2020. Les	ECHO – UE	617 284
mesures d'état d'urgence prises durant la pandémie Covid-19, n'ayant	GERMANY	124 000
pas permis d'exécuter tous ces	JAPON (ordinaire)	665 000
engagements, une nouvelle extension sans coup était nécessaire. Durant	JAPON (supplémentaire)	545 454
cette extension, et pour des besoins de clôture, les agences récipiendaires et le Haut-Commissariat ont supporté	USA-OFDA	2 349 505
toutes les activités, notamment :	UK	137 741
1. Le PNUD a procédé à l'extension de l'équipe du projet pour 04 mois	USAID-FFP	3 500 000
(Mai-Juin -Juillet – Aout 2020). Il a également anticipé sur la mobilisation des ressources à	CHINE	3 000 000
travers une subvention de 545 454 USD du Japon en vue de la	WBG	2 750 000
consolidation des acquis du PBF  2. L'UNFPA a aussi prolongé les	WFP	500 000
contrats des psychologues et sages- femmes pour la poursuite de	CANADA	22 710
l'accompagnement des victimes du conflit  3. L'UNHCR poursuit de nos jours le recrutement et la prise en charge des relais communautaires pour le monitoring des violations et dommages subis durant le conflit enfin d'en constituer une base des données de référence aux différents intervenants  4. Le HCREC, a supporté les missions de suivi des Grants et de remise officielle des ouvrages réhabilités dans le district de Kindamba (maternité et centre de	TOTAL	23 580 159
santé integré) Autre : Y a-t-il d'autres points	La mise à la disposition de la	contrepartie nationale et
concernant la mise en œuvre du projet	du PNUD des Comités de dia	



que vous souhaitez partager, y compris	comme pour servir d'antennes au processus DDR, est
sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de	une innovation dans la gestion du DDR.
1500 caractères)	Ces comités engagés dans la conception et le suivi des initiatives communautaires, meritent d'être renforcés en vue de repondre aux besoins du processus DDR
	prochain.
	Le renforcement de l'état civil permettra de minimiser les risques d'apatridie quand on sait qu'une grande
	partie des jeunes ne disposent d'aucune piece d'identité nationale.
	Le retrait des psychologues et des sages-femmes qui accompagnent les victimes, à cause du manque des ressources financières, émousseraient les efforts de promotion des Droits Humains, déjà entrepris.



# Partie IV : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR

### LA BASE DES INDICATEURS:

explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée) indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des

	Indicateurs	Base de	Cible de fin de	Etapes d'indicateur/	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou
Récultat 1	Delication 4 4	a dillices	projet	milestone		changements
וויי קיין יייי די יייי די	T.T IN	0	3 plateformes	08 Plateformes et 08	15 plateformes locales, 1	La conférence départementale
ort antamá am la	Nombre de		et 13 comités	Comités dans les 08	plateforme départementale et	
département du	mes			Districts ayant vécu	15 comités de dialogues	
Pool dans la hut do	dialogue in durif de			le conflit	inclusifs fonctionnels et une	plateformes aux 15 entités
contribuer à la	dialogue inclusits et				équipe autour du Préfet en	territoriales (13 districts et 02
consolidation do la	ionchomies				tandem avec la Comité	communes de plein exercice)
paiv					technique du Projet pour le	
Paix					suivi et les orientations des	
					actions	
	Das mácanismos de	NO	TBD	08 cadres de gestion	Cadre de gestion de conflits à	N/A
	SHIE			des conflits	travers 15 comités de	
	ī				dialogue. 83 personnes (60	
	conflits cont collids				des comités et 23 des	
	connics some valides				autorités locales et de la	
					société civil, 30% de femmes)	
					formés en mécanisme de	
					résolution non violente de	
					conflits,	
					120 des communautés et 300	
					jeunes sensibilisés à la Culture	
					de la naix	

	acourologie eli crise et sur la	200			
	déantalaria an arian at a contra	Tormation des		1	
NA	formations des médias sur la	communication. Une		Les campagnes de vulgarisation des	\
	Plan de communication 03	Un plan de	50	Indicateur 1.2.1 0	Produit 1.2
				départemental	
				niveau national et	
				sur le dialogue au	10
				incidence visible 0	
	ga/wiiiaodii(10 geles).		ω	comités ayant une	
	Kindamba/Mindouli/16 zázás)	1 CND Renforcé		plateformes et	
	Comitée			décisions des	
	conflits (communautaires, ex-			Nombre de	
	15 Comites ont résolu des			Indicateur 1.1.3	
	T CND TELLIOTCE		ans		
	1 CND ronform		dessous de 30		
		moins de 30 ans	ayant en		
		participants ont	membres		
		comités et 40%	30% des		
		membres des	plateformes;		
	ont moins de 30 ans	femmes sont	leadership des		
	comités et 40% participants	leadership, 29% de	dans le	60000	
	femmes sont membres des	compris 16 dans le	compris 3	genre et âge	
	dans le leadership, 29% de	plateformes, y	reninies; y	és, désagrégée par	fonctionnels
	plateformes, y compris 16	participé aux	formores	o	sont établies et
NA	40% femmes ont participé aux	40% femmes ont	40% de	dec	développement
	handicap, et société civile)		100/ 1	Indicateur 1 1 2	et au
	(29%), personnes vivant avec			0000	politique, à la paix
	combattants, des femmes			divers groupes	la participation
	constitués de jeunes, des ex-			représentatifs des	comités menant à
	-			formés et actifs	dialogue et/ou
N/A	15 comités formés et actifs (4	08 comités eggebu	10	Nombre de comités	Les plateformes de
					Produit 1 1

	-11
O VIS	# X
4//2	
才 入ける	
A TALE	
THE THE	1
	W S
4	

		THE RESERVE THE PROPERTY OF THE PARTY OF THE				
	CONTRIBUTION, LE DIGIDOVEL SE					
	contribution la plaidouare				micgiant une	
	i abbourge i Frat, bour lent				intégrant	
	l'annort de l'Etat pour laur				IIICIIIationales	
	organisee, ayant exigé				intornational as	
	and table folide dear ITS				de DDR aux normes	internationales
	line table ronde des DTEs	Prodoc			brocessus liduolidi	
	DDR, signés du Ministre et	combattants, 1				les normes
	documents/outils et Prodoc	brollidge des ex-			d'alignement du	est entamé selon
NA	Too 70 : Illialisation des	profiles de la			Niveau	Le processus DDR
2	100 % · finalisation dos	5 000 fiches de	100%	0%	illuicateur 2.1	ייבפטונטר צ
	300 jeunes					Récultat 7
	professionnels de médias et					
	preiet/illailes, ou					
	préfet/mairos 60					
	confessionnels, 18 sous-					
	communautaires et					
	dialogue, 20 leaders					
	inclinates confiltes de					
	membres comités do					
	commissaires du HCREC, 60				7	
-	CAMP, 01 CND, 07				Y Proceeding	
	Ntumi), 17 membres de la					
	To a representant le rasteur				communiquer sur	
	(01 représentant le Pasteur				capables de	
	de la paix" dont 04 femmes	prefet/maires			CIE	
	combattants"Ambassadeurs	comités, 10 Sous-	diversite			
NA	25 leaders ex-	10 leaders, 08	3/5 selon	2	Nombre do	
	cohésion			3	Indicatour 100	
	culturelles/sportives pour la					
	d'activités					
	supports, une dizaine					
	illedias ecrits, 1 film, 10				sont réalisées	
	acpliants sur le DDR, 12				compris sur le DDR,	
	dépliants sur la DDB 43	iournalistique		_	processus de paix, y	
No.	(Nat. et Internat.), 100	déontologie			ie-ieu et du	
_	CAMP, 10 émissions TV/Radio	médias sur la			מ מכ נכט	
a	Res, 1325. 60 réunions avec la	professionnels des		•	l'Accord do cocos	
		. United A			dispositions	

		1				formulé, validé et	du DDR est mis en
	<del>~</del>	approuvé et signé le 31 Aoû 2018				de DDR est	programmatique
N/A		Prodoc DDR, formulé,	Un Prodoc DDR	۲	c	le cadre national	Le cadre
		leurs activités personnelles				Indicatour 2 4 4	Produit 2.1
	é	d'entre eux ont déjà démarié					
		communautés. Plusieurs					
		combattants par les					
		que l'accueil des ex-					
	is.	de 5665 ex-combattants, ainsi				000	
	•	désarmement et le profilage	processus			DOB OU	
		Ntumi, a débouché sur le	combattants au			_	
	_	parties, y compris le Patseu	les leaders d'ex-				
NA		La volonté de toutes les	Participation de tous	Moyen	N/A	leur 2.3	
		du Pasteur				Indicate	
	ant	du PNUD et d'un représentant					
	,	Paritaire de suivi de l'accord,					
		Commission Adhoc Mixte					
sa contrepartie		HCREC, en compagnie de la				adiio ic DDN	
Gouvernement y mette d'abord		de plaidoyer du Ministre	partenaires			dans le DDR	
programme, à condition que le		d'une mission internationale	aupres des			alitres partenaires	
manifesté leur intérêt au		diplomatiques, imminence	75% a Mobiliser			nationale et des	
tous les partenaires ont		des PTFS/missions	Gouvernement et			Contranatio de la	
par le Gouvernement en 2018,		pour 25% et sur proposition	pour le			financement de la	
Durant la table ronde organisée		Le gouvernement s'est engagé	25% du budget DDR	3%	0%	_	
		diplomatiques			201		
		SNU et des missions				additionnelles	
		additionnelles à travers le				ressources	
	Ses	contribution et les ressources				mobilisation de	
		pousuit pour cette	Parceh i			stratégie de	

	place et opérationnel
Indicateur 2.1.3 Les différents intervenants (structures d'accompagnemen t/encadrement, organisations communautaires de base, structures étatiques sectoriels) sont formés	adopté par le gouvernement  Indicateur 2.1.2 Les procédures de mise-en-œuvre de chaque composante du DDR sont adoptées
0	0
50	<b>∞</b>
100	Un guide de réintégration avec ses annexes et les fiches des modes opératoires du Désarmement
500 (les membres du HCREC, de la CAMP, églises, OSCs, Corps préfectoral et municipal, comités, CND)	01 draft de TDRs du Comité de Pilotage transmis au HCREC O1 équipe DDR mise en place au HCREC 12 documents (Politique Générale, Guide réintégration, fiches de désarmement, de profilage,etc.), règlementant la mise en œuvre, finalisés et transmis au HCREC et 8.00C armes collectées
	N/A



			ú		
			۸	L	
	3	1	K	۱	
ı	c	١	١	n	ı
1	7	7		п	

p cc		Produit 2.2 Les bénéficiaires et participants du programme conjoint sont identifiés et le système de base de données intégrant leurs profils socioéconomiques et leurs priorités de réintégration est mis en place et opérationnel
Indicateur 2. 2. 3  Nombre de bénéficiaires du programme conjoint enregistrés	Indicateur 2.2.2  La base de données(BD) du programme conjoint est opérationnelle	Indicateur 2.2.1 Nombre d'évaluations et études réalisées nécessaires à l'exécution de la réintégration
	0	0
7 000	1	6
3 000 ex- combattants profiles dès le désarmement, 300 membres de groupements	1	05 Peacet
5665 ex-combattants enregistrés (12% de Femmes(F)). 500 membres de groupements (40% de F) 60 des comités (29% de F)	vécus durant le conflit)  3 BD (liste des excombattants, VBG, Bénéficiaires AGR)	Notions  O7 (cartographie des Excombattants profilés, l'étuce sur les opportunités de Réintégration, Aspects psycho-sociaux et de santé, activité de réconciliation et justice transitionnelle par la caravane de paix et de restauration des forces vita es humaines, Impact du conflis sur les filles/femmes, monitoring des violences des violentes faites aux femmes, évaluation des dommages
Toilettage des fiches de profilages et poursuite o	En attente du l'exploitation combattants)	S ES
Toilettage des fiches de profilages et poursuite de l'identification des	En attente du DDR pour l'exploitation (celle des Ex- combattants)	

Unit Pea	B	The same
ed	May.	松
ulatio	No.	
SED	16	

		ex-combattantes et associées aux groupes armés	Produit 2.3 Les services d'appui à la réintégration sont renforcés en tenant compte des besoins spécifiques des femmes et filles		
d'appuis renforcés/taux d'utilisation des services d'appui renforcés dans la zone d'intervention	% des bénéficiaires du projet qui ont accès aux		Nombre de services d'appui à la réintégration renforcés (désagrégé par secteur, sexe et âge)	Indicateur 2 3 1	
	•		C		
	X% à définir par secteur		secteurs		
	20%par secteur			60 membres des comités 1500 participants aux plateformes 4000 personnes sensibilisées	Peacebuilding
Moulins (90% femmes dont 20% ex-combattantes) AGR (50% Ex-combattants dont 50% femmes) Plateformes (40% femmes dont 8% ex-combattantes et 60% hommes dont 22% d'ex-	HIMO (40% ex-combattants et 60% communautés dont 30% femmes, 60% moins de 30	partenaires, identifiées (05 de F) pour 5 secteurs (agriculture, élevage, services,	Formation de 80 acteurs (30% F) sur l'approche 3x6 à travers 06 Modules sur les 06 étapes des 03 phases de la réintégration. Formation aussi la GAR de 100 participants (32% de femmes). 20 ONG	1500 participants aux plateformes (40% de F) 4000 personness sensibilisers (55% de F)	ations
sensibiliser les partenaires en vue d'une attention particulière à leur égard.  Plusieurs autres activités se font en synergie avec d'autres programmes, BM, Japon, CERF, et sur fonds propres de chaque agence du SNU	Après la démobilisation finale La cartographie des Ex-combattants réalisée pour		Les Activités de réintégration attendent le DDR Les formations liées aux activités (AGRs et/ou services), se poursuivront durant le DDR	vue de préparer le démarrage du DDR	

		L'élaboration du cadre de protection juridique pour le DDR est appuyée par des processus participatifs et inclusifs tout en prenant en compte les droits humains	Le cadre de protection dans le contexte de DDR des ex-combattants est renforcé	Dác tha chair ann ann ann ann ann ann ann ann ann an
	Cartographie des services publics, des habitations et terres arables	ique ar le au	Niveau de référence aux droits humains dans le manuel de procédure du DDR	(Désagrégé par type de services, âge et sexe)
			ND	
	3 secteurs	1	200	
20	2	Application de l'accord du Cessez-le- feu en ce qui concerne le DDR et la levée du Mandat d'arrêt du Pasteur N'tumi	200	Peacebu
	Cartographie des services publics réalisée, monitoring des dommages subis, évaluation des incidences liées à l'absence de pièces d'identité	3. la levée du mandat d'arrêt du Révérend, la lettre de politique Générale DDR signée du Gouvernement et le lancement du désarmement sont le quitus d'amnistie rassurant pour ladite participation (hormis les crimes imprescriptibles)	240 relais communautaires pour la prévention, l'identification et le renforcement des VGB aux organes spécialisés. Les activités de protection, notamment celle de la prise en charge psychosociale, des VBG, VSBG, des personnes en situation de handicap, vivant avec le VIH. Prévues dans le	Nations
	NA	o NA	NA NA	

	par			Pe	United Nations Peacebuilding
	détruits par le conflit				
Produit 3.2	Indicateur 3.2.1	0	500	500	740 (410 L-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1
La force publique	Nombre de		-	200	540 (470 de la Force publique
est formée aux	s de				et /0 magistrats et auxiliaires
droits humains et	Publiqu				de justice 12% de femmes et
participent à la	S				15% de Jeunes)
réconciliation	umains				
	participent dans les				
	activités de				
	réconciliation				
	(désagrégé par				
	e				
	orie				
	personnel)				
Produit 3.3	Indicateur 3.3.1	0	100	150	סבס להוייהונים לה המיים לה
Un réseau	Nombre et				d'appris à la réinté matie
d'identification, de	diversité				les canacités est été
documentation et	d'organisations				rea capacites officete
de prévention des	membres du				reliiolcees
violences et				310	
violations au niveau	d'observation des				
communautaire est					
mis en place et	Indicateur 3.3.2	0	1	-1	
opérationnel, y	Les violations des		•	-	Le repertoire des dommages a
compris sur les	droits humains				eté élaboré (listes)
questions de	1				0/ missions ont permis de
violences basées	sont documentées				mettre en place une ébauche
sur le genre					de mécanisme de monitoring







### PARTIE 2: PROGRÈS FINANCIER INDICATIF DU PROJET

### 2.1 Commentaires sur l'état des progrès financiers globaux du projet

Veuillez évaluer si les dépenses financières du projet sont sur la bonne voie, en retard ou en retard, par rapport aux plans de projet : Off track (Achieved)

Combien de tranches de budget de projet ont été perçues à ce jour et quand comptezvous demander le paiement de la tranche suivante si pertinent : les deux tranches prévues sont reçues

Quel est le niveau global des dépenses/engagements en % par rapport au budget total et par rapport à la tranche (s) reçue (s) jusqu'à présent : 100% du budget

Si les dépenses sont retardées ou non-conformes aux plans, veuillez fournir une brève

explication (limite de 500 caractères):

Les rubriques Stuff& Other et Supplies & commodities, sont respectivement de 1910.

Les rubriques Staff& Other et Supplies & commodities, sont respectivement de 101%, à cause des salaires du consultant du PNUD pour les infrastructures dont la plupart des activités n'ont pu être réalisées à cause des 04 mois de retard d'attente des prérequis et de 100,61% à cause des acquisitions de l'UNFPA pour la maternité, revenus plus chers (voir budget ci-dessous).

Veuillez indiquer quel montant \$ a été prévu (dans le document de projet) pour les activités axées sur l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes et combien a été effectivement alloué à ce jour : 500 000 \$ prévus et 577 000 \$ effectivement alloué à ce jour : 500 000 \$ prévus et 577 000 \$ effectivement alloué à ce jour :

Veuillez remplir et joindre l'annexe sur les progrès financiers du projet, en utilisant le tableau du budget du projet initial (en Excel) et en ajoutant les informations sur le niveau des dépenses / engagements à ce jour, même si les montants sont indicatifs seulement.





## RAPPORT FINANCIER FINAL DU PROJET COG10 00108859

100%	85,840,089 7	10	661	e retard sur les préres	gés à cause de 04 mois d	rolling some surface of the surface
1000	3000000	302 968 99	334 591,00	2 242 488,59	2 000 048,72	alairos consultant para
100%	188 #14,26	19 820,40	00,688 17	170 /04,00	7 000 040 72	Total
100%	52 247,59	2 047,50	- 002,00	146 704 86	188 414,40	8. Indirect Support cost
99,61%	70,000 001	200,02	2 002 00	48 198,09	52 247,59	/. General operating & Other
	130	27 300 02	16 900,00	94 300,00	100 040,38	
99,67%	221 769,50	30 705,50	טט,טטס פכ	201,00	139 0/0 50	6. Transfert & Grant
30,81%	10,000		E0 000 00	131 264 00	222 505,50	o. Iravei
7050 00	762 057 51	127 146.98	69 296,09	566 514,44	74,100 1,1	
99,47%	34 000,00				771 661 43	4. Contractual service
	00000	•	ı	94 000,00	94 500,00	Tournitures
100,61%	816 652,50	90,946,59	10,000		000	s. Equipment, vehicle,
-04/0		05 040 50	164 703 91	556 000,00	811 6/9,23	Earlies, collillodities
101%	605 507,20	1		200 001,120	0011	2. Supplies commodition
GLOBAL	Novembre 2019			605 507 20	600,000,00	1.Staff & other *
Taux d'exécution		Dépenses UNHCR	Dépenses UNFPA	Dépenses PNUD	Budeget total	Rubriques

